

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/ZWE/7  
G/SCM/Q1/ZWE/7  
10 avril 2003

(03-1979)

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### Questions posées par les ÉTATS-UNIS au sujet de la notification du ZIMBABWE<sup>1</sup>

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 avril 2003.

1. Quel est le rapport entre le Règlement de 2002 sur la concurrence (droits antidumping et droits compensateurs - enquêtes) aussi dénommé "Règlement antidumping/concurrence" et la partie VI de la Loi sur les douanes et accises, qui a fait l'objet de la notification par le Zimbabwe des lois et réglementations au titre de l'article 18.5 et de l'article 32.6 des Accords (datée du 7 février 1996), dans les documents G/ADP/N/1/ZWE/2-G/SCM/N/1/ZWE/2?

2. Aux termes des articles 7 3) b) et 21 3) b) du Règlement antidumping/droits compensateurs, les mesures provisoires applicables sont rendues publiques par voie d'avis indiquant les raisons de la détermination. Comment le gouvernement du Zimbabwe fera-t-il pour que les prescriptions additionnelles de l'article 22.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et de l'article 12.2.1 de l'Accord antidumping soient également respectées?

3. Les articles 7 1) b), 9 1) b), 21 1) b) et 23 1) b) du Règlement antidumping/droits compensateurs prévoient l'établissement de déterminations de l'existence d'un dommage (qui paraît être l'équivalent du dommage au sens de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires). Comment le gouvernement du Zimbabwe appliquera-t-il lesdits articles de son Règlement pour faire en sorte de se conformer à l'article 3.1 de l'Accord antidumping et à l'article 15.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

4. Les articles 7 1) b) i), 9 1) b) i), 21 1) b) i) et 23 1) b) i) du Règlement antidumping/droits compensateurs prévoient la possibilité de constater une menace de dommage important. Comment le gouvernement du Zimbabwe va-t-il appliquer lesdits articles de son Règlement de manière à se conformer à l'article 3.7 de l'Accord antidumping et à l'article 15.7 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

---

<sup>1</sup> G/ADP/N/1/ZWE/2/Suppl.1-G/SCM/N/1/ZWE/2/Suppl.1.

5. Aux termes de l'article 8 du Règlement antidumping/droits compensateurs, il apparaît que des mesures provisoires peuvent être appliquées "à compter de" la publication de l'avis d'une détermination préliminaire "ou avant cette publication" en matière de droits compensateurs. La disposition comparable qui se rapporte à l'enquête sur les droits antidumping prévoit que des mesures provisoires peuvent être appliquées "à compter de" la publication de l'avis d'une détermination préliminaire positive ou après cette publication. Les termes employés à l'article 8 de la notification du Zimbabwe correspondent-ils exactement au règlement en question? Dans l'affirmative, dans quelles circonstances le Zimbabwe imposerait-il des mesures provisoires avant une détermination préliminaire positive en matière de droits compensateurs?

6. L'article 8 4) du Règlement antidumping/droits compensateurs dispose que, dans une enquête en matière de droits compensateurs, les mesures provisoires seront appliquées pendant quatre mois à moins que le Ministre ne fixe une période plus longue. Dans quelles circonstances le Ministre peut-il spécifier une période plus longue? En quoi cette période plus longue sera-t-elle compatible avec l'article 17.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

7. Il est question, aux alinéas a) et b) de l'article 10 3) du Règlement antidumping/droits compensateurs, d'un "pourcentage prescrit" utilisé pour déterminer que le montant d'une subvention ou le volume des importations subventionnées est négligeable. Le gouvernement du Zimbabwe a-t-il prescrit les pourcentages qui s'appliqueront en vertu de l'article 10.3 de son Règlement et, dans l'affirmative, dans quel texte?

8. Il est question dans les articles 11 11) et 25 11) du Règlement antidumping/droits compensateurs de l'utilisation des données de fait disponibles pour mener à bien une enquête reprise à la suite de la violation d'un engagement. Dans quelles circonstances l'utilisation des données de fait disponibles sera-t-elle justifiée pour mener à bien une enquête si toutes les parties intéressées ont fourni tous les renseignements nécessaires?

9. L'article 6.9 de l'Accord antidumping et l'article 12.8 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires disposent qu'avant d'établir une détermination finale, les autorités informeront toutes les parties intéressées des faits essentiels qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives et que cette divulgation devra avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts. Si l'article 31 8) du Règlement prévoit que la Commission, avant d'établir une détermination finale, informera toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision finale, cette disposition toutefois ne spécifie pas à quel moment cette divulgation aura lieu. Comment le gouvernement du Zimbabwe fera-t-il en sorte que les faits essentiels soient divulgués en temps voulu pour que les parties défendent leurs intérêts?

---